



Dualisation de la zone euro. Proposition de lecture internationaliste...

Xavier Dupret

Juin 2017

9.400 signes

La crise de 2008 a activé un processus de dualisation de la zone euro. Ce texte se propose de décrire ce phénomène avant d'identifier le traitement qu'il a reçu de la part des autorités européennes jusqu'à présent.

Jusqu'à l'automne 2008, un modèle d'accumulation s'était organisé en Europe qui voyait l'Allemagne financer à partir de ses excédents les déficits des nations débitrices de la zone euro. Mais les banques allemandes, suite à l'effondrement bancaire de 2008, ne pouvaient plus développer leurs activités de prêt comme c'était le cas auparavant. Et la

zone euro de diverger fortement entre un Nord accumulateur et un Sud aujourd'hui clairement sacrifié. Cette divergence se traduit par de profonds du point de vue de la solvabilité des pays de la zone euro.

Divergences de vues

D'un côté, on retrouve les pays nordiques présentant des excédents indiquant une solvabilité globale positive des agents économiques. La solvabilité (ou position financière nette des agents) est établie en établissant la différence entre la valeur des actifs détenus par les agents économiques des pays (pouvoirs publics, ménages, entreprises du secteur non financier et banques).

Pays solvables de la zone euro (% PIB)

GEO/TIME	2015
Belgique	45,2
Allemagne	42,5
Pays-Bas	77,9
Autriche	3,3
Finlande	5,1

Source : Eurostat, Comptes de patrimoines financiers (position nette), avril 2017.

Comme on peut le constater, tous les pays du nord de l'Europe sont solvables. Dès lors, un mouvement de restructuration des dettes dont ces pays sont débiteurs ne porterait pas un coup fatal à leurs économies. Ces pays ont accumulé des réserves à la fois à partir de leur commerce extérieur mais aussi à partir de l'épargne des ménages.

Il n'en va pas de même pour les pays suivants.

Pays insolubles de la zone euro (% PIB)

GEO/TIME	2015
Grèce	-133,0
Espagne	-88,3
France	-8,6
Italie	-26,8
Portugal	-109,3

Source : Eurostat, avril 2017

Pour les cas les plus insolubles parmi ce groupe de pays, des restructurations de dettes plus ou moins profondes permettraient d'assainir les comptes de l'ensemble ou d'une partie des agents économiques nationaux. Classiquement, ces épisodes de restructuration s'accompagnent de dévaluations. On se bornera à constater que cet élément de politique

économique ne s'applique pas à la zone euro en raison de l'existence précisément d'une monnaie unique.

On notera la position particulière de la France. Cette dernière ne présente pas une situation d'insolvabilité structurelle (contrairement à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne). Avec un défaut de solvabilité de 8,5%, l'économie française peut faire l'économie d'une restructuration globale des dettes (après tout, les ménages français disposent d'un volume d'épargne confortable permettant de financer les pouvoirs publics. Par contre, accumuler des réserves à partir d'un commerce extérieur revigoré permettrait de faire face à cette situation. Mais nous avons vu que l'existence même de la zone euro empêche précisément de pratiquer de véritables dévaluations compétitives du moins entre pays européens.

La comparaison des deux tableaux présentés précédemment montre clairement la dualisation de la zone euro aujourd'hui déchirée entre un Sud dont les finances présentent un déséquilibre structurel global et un Nord qui se refuse à mutualiser quelque ressource que ce soit pour équilibrer les comptes des pays du Sud. Cette divergence d'évolution présente un caractère structurel. Elle constitue, comme nous le verrons, la source de débats, à défaut de révisions, particulièrement déchirants au sein de la zone euro.

Pour en terminer avec la présentation de la dualisation dans la zone euro, nous chercherons à caractériser la position des petites nations voisines de l'Allemagne (c'est-à-dire la Finlande, l'Autriche et les Pays-Bas) par rapport à cette dernière dont il est clair qu'elle revêt un statut de puissance commerciale mondiale. C'est ainsi que la patrie de Goethe a enregistré en 2016 un excédent commercial de 252,9 milliards d'euros. C'est un record¹.

Croissance en panne et échec de l'austérité

Si on centre l'analyse sur la balance courante² du pays, on s'aperçoit que l'Allemagne est incontestablement championne du monde avec un excédent de la balance courante de 297 milliards de dollars. L'essentiel de cet excédent provient de l'excellence de la balance commerciale allemande³.

¹ Les Echos, 9 février 2017.

² La balance des paiements courants (ou balance courante) résulte de l'addition du solde de la balance commerciale en plus de celle des transferts de revenus et des transferts courants (dons, aides). La balance courante représente la manière dont un pays tire la globalité de ses revenus de l'extérieur.

³ Le Figaro, 30 janvier 2017.

Cette grande fracture européenne met aux prises deux groupes de pays. D'un côté, on identifiera des Etats qui disposent de volants de liquidités à la fois en termes de flux (repérables en analysant la capacité de financement de la balance des paiements) et en termes de stocks (position financière nette des agents). En revanche, on retrouve, au sud de la zone euro, des pays présentant des résultats négatifs pour chacun de ces deux critères.

Le bloc des « eurowinners » inclut, en son centre, l'Allemagne et un ensemble de nations germaniques vassalisées ayant tourné, en partie ou en totalité, leur activité productive et commerciale vers le pôle de croissance allemand. On peut qualifier cette partie du territoire européen, le Nord pour faire vite et simple, de réserve d'accumulation sur le continent.

L'existence d'excédents commerciaux, de réserves de change ainsi que d'un patrimoine financier net positif pour les pays du Nord sont de nature à rendre possibles des stratégies d'accumulation et de concentration du capital en se portant acquéreur des actifs dont les acteurs économiques locaux au Sud seraient amenés à se débarrasser pour payer leurs dettes. Ce schéma se trouve à la base même de l'application d'une politique d'austérité dans la zone euro.

C'est ici qu'un problème de taille se pose dans la mesure précisément où la très dominante Allemagne thésaurise. En effet, le pays vieillissant épargne au détriment de la consommation et de l'investissement. Et donc de la croissance sur le Vieux Continent.

Financiarisation

Le corsetage des finances publiques rend l'Europe d'autant plus vulnérable que la financiarisation y a, comme partout ailleurs dans le monde, réduit les taux d'investissement. En effet, le règne de l'actionnaire triomphant et du pouvoir sur les entreprises qui l'accompagne depuis les années 1980 a davantage servi des stratégies d'accumulation purement financière et de marge en vue de l'accroissement de la rente qu'à l'investissement productif.

Le résultat de cette évolution sur un plan macro consiste en une « baisse sensible – ou le maintien à un niveau très médiocre – du rythme de l'accumulation du capital ». C'est une tendance structurelle qui mérite d'être mise en regard de ce qui précède. Alors que le partage de la valeur ajoutée s'est modifié notablement en faveur des entreprises, ceci n'a pas entraîné une augmentation du rythme de l'investissement, bien au contraire. Cette

conjonction d'un taux de marge élevé et d'une accumulation médiocre constitue le cœur du capitalisme dominé par la finance »⁴.

Ce basculement, déjà ancien, doit nous alerter sur le fait que « la croissance médiocre, le sous-emploi chronique, la montée des inégalités, l'explosion de la pauvreté (en France moins qu'ailleurs, il est vrai), etc. sont antérieurs à la mise en place de l'euro et touchent bien d'autres pays. Ils sont dus pour une grande part à l'avènement d'un régime d'accumulation du capital qui a été défavorable à l'activité en général et aux revenus du travail en particulier, et qui a favorisé la restauration de la rente financière ».⁵

On ne manquera pas de rapprocher cette donnée d'un élément dont on a finalement peu parlé dans nos médias. Selon des statistiques d'Eurostat, 9,7% de la population allemande occupant un emploi vit en-dessous du seuil de pauvreté⁶. A la base de cette situation, on retrouve les réformes du marché du travail et de l'indemnisation du chômage menées sous l'égide du chancelier Schröder de 2003 à 2005.

Or, ces réformes sont celles qui inspirent la grande vague de régression sociale des plans d'austérité à travers toute l'Europe aujourd'hui. Voir dans cette généralisation un élément de refondation pour un internationalisme de luttes ne nous semble aucunement déplacé...

⁴ Clersé (Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques), Université de Lille-1, *Le coût du capital et son surcoût. Sens de la notion, mesure et évolution, conséquences économiques*, janvier 2013, p.59

⁵ Clersé, op.cit., p.30.

⁶ Eurostat, mai 2017.